

SIMON, Julian L. (dir.). *The Economies of Population : Classic Writings*. New Brunswick, Transaction Publishers, 1998, 252 p.

Deniz Akagül

Nécessité ou innovation ? Vers une redéfinition de la politique étrangère Canadienne 1984-1993  
Volume 31, numéro 2, 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704163ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704163ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Akagül, D. (2000). Compte rendu de [SIMON, Julian L. (dir.). *The Economies of Population : Classic Writings*. New Brunswick, Transaction Publishers, 1998, 252 p.] *Études internationales*, 31 (2), 362–365. <https://doi.org/10.7202/704163ar>

les « territoires de pouvoir » savamment entretenus par certains. Et pourtant... Comment envisager une éventuelle régulation de l'économie mondiale qui pour imposer un ordre, son ordre – qui pour beaucoup sonne souvent comme désordre et chaos – ferait fi des souverainetés nationales, des légitimités des acteurs à conduire la politique qu'ils jugent la mieux adaptée au développement durable de leur pays? En d'autres termes, comment éviter l'ingérence économique?

Voici donc un livre intéressant, qui pose et invite à se poser les bonnes questions, sans pour autant apporter toujours des solutions. À la tentative louable qui a présidé à l'élaboration des contributions de (ré)concilier l'économique, le politique et le social, l'Institut Nord-Sud a souhaité à juste titre, au risque de paraître très peu opérationnel, que soient dessinés les contours d'une « société internationale » où riment solidarité et démocratie.

Yacine ADJÉRIME

Faculté des sciences de l'administration  
Université Laval, Québec, Canada

### **The Economics of Population : Classic Writings.**

*SIMON, Julian L. (dir.). New Brunswick,  
Transaction Publishers, 1998, 252 p.*

Au moment où la population mondiale vient de franchir le cap des six milliards, l'ouvrage de J. Simon déjà connu par ses travaux sur la croissance économique et la population, tombe à point nommé. En considérant cet ouvrage comme le complément de celui qui a déjà paru en 1996 sous le titre de *The Economics of Population : Key Modern Writings*, l'auteur

prend acte de l'importance des textes fondateurs. Comme il le souligne, dans le domaine de l'économie de la population, le débat public et les travaux des économistes se sont influencés réciproquement. Il n'en demeure pas moins que certains travaux n'ont pas trouvé les échos qu'ils méritaient dans l'opinion publique. On s'aperçoit que les idées émises dans le passé, débattues sur la scène publique, sont réapparues plus tard. Cet ouvrage nous fait redécouvrir l'actualité des anciens travaux.

Le plan de l'ouvrage est articulé autour de cinq parties. La première, consacrée à la genèse de la réflexion sur la relation entre la population et l'économie, est suivie par la deuxième partie qui comprend les textes écrits en réaction à la loi de population de Malthus. Dans la troisième partie figurent les réflexions développées dans le nouveau contexte des années vingt marqué par le déclin de la natalité. La problématique de l'épuisement des ressources se trouve dans les textes de la quatrième partie. Enfin l'ouvrage s'achève avec une cinquième partie où l'on trouve deux textes de Malthus sur les déterminants de la croissance et de la densité de la population.

La première partie qui traite la période classique commence avec l'exposé succinct mais dense de Spengler sur la genèse de la réflexion qui remonte à la Chine ancienne et à la Grèce antique. Il est suivi par les textes de Graunt et de Petty, considérés comme les pères fondateurs de la discipline. À travers une démarche descriptive, Graunt en observant les régularités qui caractérisent l'évolution de la population, met en avant la dimension prévisionnelle. Petty,

davantage normatif que Graunt, souligne les avantages d'une population croissante sur les plans fiscal, administratif et économique. Le scénario prévu par Godwin où une population croissante va connaître la prospérité et la justice, à condition d'adopter une organisation sociale appropriée, est contesté par Malthus qui fut pourtant son disciple. Dans les textes qu'il a écrits pour critiquer Godwin et Condorcet, où ce dernier plaide contre la législation sur les pauvres en Angleterre (1795), on trouve la loi de population bien connue de Malthus, qui énonce l'écart entre la croissance géométrique de la population et la progression arithmétique des moyens de subsistance et qui pose la problématique de surpopulation. Cette controverse qui oppose la vision sociale de Godwin à la vision naturelle de Malthus marquera longtemps les esprits. Cette première partie sur la période classique s'achève avec un texte de Ricardo tiré du chapitre cinq *Des principes de l'économie politique et de l'impôt* sur les salaires, qui traite la question dans le cadre de la problématique de l'état stationnaire.

Les textes qui figurent dans la deuxième partie constituent la seconde vague de réflexions qui se sont développées en réaction à Malthus. Dans ses remarques sur les théories de Malthus et de Godwin, Everett, à la lumière de l'expérience américaine, met en doute l'approche malthusienne, en soulignant que l'accroissement de la population s'est accompagné par des gains de productivité encore plus importants. Selon S. Gray, si la population a tendance à croître est un fait, cela ne pose pas pour autant un problème de surpopulation, comme le

prétend Malthus. De surcroît l'abondance de moyens de subsistance a tendance à ralentir l'accroissement de la population. La réflexion de H. Carey inspirée du cas américain, établit une corrélation positive entre la densité de population et le développement des infrastructures et insiste sur le rôle de la liberté des individus. Pour J. S. Mill, qui s'interroge aussi comme Ricardo sur l'état stationnaire, les rendements décroissants en agriculture et croissants dans l'industrie, devraient conduire à un état où la population devrait se stabiliser. Dans le texte qui suit, F. Engels, pour dénoncer « le mythe de la surpopulation », introduit l'idée du progrès technique comme le troisième élément, à côté des facteurs comme le travail et la terre, qui permet une progression géométrique dans la production agricole. H. Georges, expliquant l'évolution des moyens de subsistance par celle de la population qui assure sa production, inverse la causalité établie par Malthus ; la pauvreté n'est pas due à la surpopulation, mais c'est la pauvreté, elle-même résultat d'une mauvaise répartition des ressources, qui est à l'origine de la surpopulation. Enfin, pour C. Fourier, utopiste du XIX<sup>e</sup> siècle, son projet de « l'État associatif » permet d'éviter la surpopulation.

Dans la troisième partie figurent les textes rédigés dans le contexte nouveau des années vingt, marqué par le déclin des taux de natalité en France et en Angleterre. Il s'agissait alors de réfléchir sur l'état stationnaire et de s'interroger sur la « population optimale ». Les problématiques posées par Cannan et Robbins reflètent ce changement d'esprit qui est intervenu. Simmel voit dans la taille de la population un déterminant de l'organisation

sociale. Dans les deux textes sur la population, le chômage et les conséquences économiques du ralentissement démographique, les développements de Keynes, s'inscrivent dans la logique malthusienne ; car selon lui, si les gains de productivité ont permis d'échapper à la trappe malthusienne au dix-neuvième siècle, la croissance économique a favorisé « le nombre plutôt que le bonheur ». Cependant, Keynes qui n'a d'ailleurs pas caché son adhésion aux thèses malthusiennes adoptera une position ambivalente, après avoir développé son analyse de la demande effective qui le conduira à émettre des thèses favorables à une population croissante. Cette idée est reprise et développée par Hansen qui voit dans le déclin démographique une évolution dangereuse qui remettrait en cause la viabilité du système économique.

Les trois textes qui figurent dans la quatrième partie sont consacrés à la problématique de l'épuisement des ressources naturelles. Dans sa réflexion sur les perspectives de la production du charbon qui conditionnait la poursuite de la croissance, Jevons, en distinguant la faisabilité physique et la faisabilité économique dans l'exploitation minière, débouche sur la problématique de l'état stationnaire qui rejoint les analyses de Ricardo et de Stuart Mill. Le texte de Keynes tiré des *Conséquences économiques de la Paix*, va dans le même sens. À ses yeux, l'un des facteurs d'instabilité qui pourrait menacer la paix est la surpopulation. Car les facteurs (comme les gains de productivité, les progrès dans les transports qui ont stimulé le commerce et la découverte du nouveau monde) qui ont permis d'atténuer les effets de la pression démographique

avant la Première Guerre mondiale, semblent s'épuiser dans le contexte d'après-guerre. Quant à Von Thünen, il démontre que les différences de techniques s'expliquent par la densité de population. Son analyse qui établit un lien entre la technique utilisée et l'éloignement des centres urbains, constitue d'une certaine manière, une approche en termes d'aménagement du territoire.

Dans une cinquième et dernière partie sur les déterminants de la croissance et de la densité de population, on trouve deux textes de Malthus, qui viennent apporter certaines nuances quant à la portée universelle de sa réflexion. Les exemples de la Chine et de la Turquie qui semblent contredire sa pensée, s'expliquent selon lui par les pratiques « barbares » des sociétés et des gouvernements de ces pays et ne sauraient invalider ses arguments dans le cas des pays européens « modernes ». Bien qu'exprimée dans des termes un peu différents, on retrouve la même logique, dans la comparaison de la colonisation britannique en Amérique aux colonisations espagnoles et portugaises où les libertés sont limitées. On s'aperçoit finalement que les dimensions sociales et politiques ne sont pas totalement absentes dans la pensée de Malthus. Pour autant cela ne signifie pas un ralliement aux thèses adverses, mais au contraire un renforcement de ses convictions dans le cas des pays européens « modernes », en contrepartie du renoncement à la validité universelle de sa théorie.

À la fin de l'ouvrage, le lecteur éprouvera une double satisfaction ; tout d'abord, celle de découvrir une histoire de la pensée très féconde sur

le sujet, ensuite, celle de dévoiler que les paradigmes contemporains ne sont pas si nouveaux. Le seul regret qu'on pourrait formuler est celui de l'absence du thème des mouvements migratoires qui occupent pourtant une place importante dans l'histoire de la population européenne et mondiale. Le plan ainsi que les sélections sont effectués habilement, de façon à faciliter la lecture et la compréhension des problématiques posées. La qualité de l'ouvrage est d'autant plus à souligner que l'auteur se livre à un exercice fort difficile, qui consiste à procéder à une sélection de textes qui doit satisfaire deux contraintes; résumer la pensée des auteurs, sans les trahir. Contrairement à l'impression que peut donner à prime abord son titre, cet ouvrage s'adresse à un large public, aussi bien aux historiens de la pensée économique, qu'aux économistes et sociologues qui s'intéressent aux débats contemporains sur la population.

Deniz AKAGÜL

Faculté des Sciences économiques et sociales  
Université de Lille 1, France

**Racing to Regionalize:  
Democracy, Capitalism, and  
Regional Political Economy.**

THOMAS, Kenneth P. and Mary Ann  
TÉTREAU (dir.). Boulder, Lynne  
Rienner Publishers, Inc., Coll.  
« *International Political Economy  
Yearbook* », vol. 11, 1999, 275 p.

Ce onzième numéro de la série *Économie politique internationale* est une collection de textes très différente de ce qui est normalement écrit sur la régionalisation. Contrairement aux approches en relations internationales abordant le phénomène du point

de vue de l'inter-gouvernementalisme, du structuralisme ou de l'institutionnalisme, les sept chapitres qui composent la plus grande partie du volume critiquent ces approches et utilisent soit des cadres analytiques généralement plus associés à la politique comparée, soit encore une approche très empirique, axée sur l'examen à la loupe des circonstances spécifiques.

Tout comme Elsenhans l'a indiqué dans son commentaire à la fin du volume, le fil directeur des diverses contributions consistent à analyser les processus politiques et sociaux sous-jacents à la régionalisation. Les chapitres le font en se basant sur l'examen empirique détaillé de cinq régions: l'ALENA; le Forum de coopération Asie-Pacifique (APEC); l'Union européenne; le Mercosur; et le Conseil de coopération du Golfe. Mais là s'arrête la convergence. En fait, les contributions sont tellement différentes les unes des autres, tant par les thèmes abordés que par les cadres analytiques utilisés et les valeurs véhiculées, qu'on ne peut que faire un survol séparé de chacun des chapitres.

Le chapitre de Lawson sur le Conseil de Coopération du Golfe constate d'abord le développement par sursaut de la régionalisation parmi les États du Golfe et utilise ensuite, après avoir critiqué les autres, une approche tirée de la théorie des choix publics. L'approche dite du jeu à deux niveaux permet à l'auteur de développer son analyse de ces moments de régionalisation, en mettant l'accent sur les interactions existant entre les processus et influences qui proviennent de l'environnement international et ceux liés à la vie politique interne des États concernés. Ce modèle théorique